

DIEU ET PATRIE.
—
LIBERTÉ PLEINE ET ENTÈRE
DE LA PENSÉE.
—
TOLÉRANCE RELIGIEUSE
ILLIMITÉE.

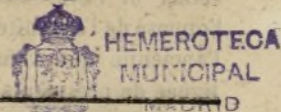
L'AMI DU PEUPLE

EN 1848.

OUBLI DU PASSÉ.
—
VIGILANCE POUR L'AVENIR.
—
SUFFRAGE UNIVERSEL.

AN T^r DE LA RÉPUBLIQUE RECONNUISE.

PAR F.-V. RASPAIL.



Au Bureau du Journal, rue du Four-Saint-Germain, 40, au rez-de-chaussée, au fond de la cour.

Les Citoyens de Paris sont priés, après avoir lu cette feuille, de l'expédier à leurs correspondants et amis des départements.

PARIS, 9 AVRIL.

CITOYENS,

Il est temps, vous l'avouerez, de s'expliquer sur la situation, et de mettre le Gouvernement provisoire en mesure de s'en expliquer à son tour.

Assez, assez de ces temporisations qu'on nous a demandées; assez, assez de ces insinuations contre le danger qu'il y aurait, pour la chose publique, de nous livrer à la critique des actes du Gouvernement.

Notre silence a assez prouvé que nous désirions avoir foi en lui, le seconder dans ses bonnes intentions, et lui tenir compte des difficultés grandes de sa situation exceptionnelle. Mais continuer le rôle de cette abnégation de pensée et de surveillance, jusqu'à ce qu'une administration équivoque ait amené le char de la République sur le bord de l'abîme, ce ne serait plus là un acte de condescendance; ce serait de notre part un acte de haute trahison.

Sommes-nous en république ou en état de contre-révolution? Je pense qu'il serait plus facile de répondre à la seconde qu'à la première moitié de la phrase.

La contre-révolution commence tellement à marcher la tête haute, que le titre de républicain semble peu à peu devenir un titre de réprobation; et pourtant la France est de cœur républicaine; les républicains forment partout l'immense majorité du pays; les opposants ne sont qu'une fraction numérique sans poids dans la balance du pays.

Eh bien, l'on vote tout à coup sur l'invitation du Gouvernement provisoire, et alors qu'il est censé avoir avisé à tous les moyens d'assurer la réalisation et l'indépendance du vote; et le résultat du vote est la contradiction la plus flagrante des opinions du pays.

A Paris, l'effectif de la garde nationale s'élève à deux cent mille hommes; le nombre des votants pour les grades de la garde nationale n'a peut-être pas atteint le chiffre de quatre-vingt mille. Dans la banlieue, bien des gardes nationaux n'ont pas reçu leurs cartes; d'autres n'ont pas pu se faire inscrire, et d'autres n'ont pas pu voter. Dans certaines communes, la terreur des anciens maires du philippisme exerce encore sur les votants une si fâcheuse influence, que les citoyens craignent de voter autrement que cet officier municipal; ils n'ont pas oublié combien il leur en coûtait, sous le règne de la corruption, de se mettre en opposition avec les volontés du maire. Nous en connaissons, de ces maires, à qui les votants laissent la liberté pleine et entière d'inscrire un candidat sur leurs bulletins. A Paris, dans certaines légions, l'ouvrier n'a pas réellement voté; les nominations ne peuvent être considérées que comme l'expression de la bourgeoisie. Aussi le philippisme, ou plutôt le moutardisme, selon l'expression d'un de nos amis, n'a jamais relevé plus fièrement la tête; il augure de la composition de l'Assemblée nationale, par ce qu'il a déjà obtenu de l'élection dans la garde nationale.

Il est des pays en France où les moutardistes ne parlent rien moins que d'assommer les républicains, comme on les assommait à la place de la Bourse. On s'y dit hautement: Gardez-vous de donner votre voix à un tel, c'est un républicain. A Paris, on n'ose pas aller jusque-là; mais on désigne le républicain à l'animadversion publique, en le traitant de communiste.

La calomnie s'organise contre les hommes du dévouement le plus dévoué, de manière qu'avec la rapidité du télégraphe et l'aide des employés du Gouvernement, les choses les plus incroyables se disent en même temps, sur

tous les points de la France, contre tel ou tel homme qui n'a jamais varié. On induit en erreur la classe ouvrière contre les amis éternels de l'ouvrier; et quels sont les fauteurs de ces œuvres ténébreuses? précisément ces exploitants cupides qui font des fortunes scandaleuses avec la sueur des ouvriers qu'ils rétribuent si mal.

Les commissaires du Gouvernement, s'ils sont acceptés, c'est qu'ils transigent avec ces meneurs de haut parage: s'ils veulent lutter, sans en venir à des moyens révolutionnaires, on leur déchire leur mandat, on les insulte, on les chasse, et l'on vient hardiment sommer le Gouvernement provisoire de révoquer ses mandataires, et lui demander un bill d'indemnité pour tout ce qu'on a fait à leur égard; et le Gouvernement provisoire se trouve infiniment flatté de cette démarche quasi respectueuse; il tend la main aux demandeurs, et rappelle ses créatures humiliées et étourdies d'un pareil échec. Il paraît que ces messieurs n'étaient pas à ses yeux des hommes d'assez bonne compagnie.

On cite tel membre du Gouvernement provisoire, qui doit assister, dans le chef-lieu d'un département, à un banquet à dix francs par tête; certes, ce banquet pourra être réformiste et moutardiste; mais républicain, nous en doutons; tous les républicains, dans ces jours de sacrifice, n'ont pas dix francs à consacrer à un toast, revu et corrigé par l'auteur.

Que se passe-t-il donc dans les régions qui ne sont pas sous verre? On ne nous rend compte de rien; on nous demande une confiance absolue; malheur à qui discute ces actes; il lui arrive sur-le-champ, et on ne sait d'où, une foule d'iconoclastes pour lui briser ou sa plume ou ses presses. Ne dites rien; n'écrivez pas, nous dit-on, vous entravez la marche du Gouvernement. Nous nous taisons, et que protégeons-nous par ce silence? La marche la plus rapidement rétrograde que jamais jeune gouvernement ait osé prendre, et qui nous conduit droit à l'abîme des révolutions.

La Bourse poursuit, sous l'égide de nos institutions, son scandaleux jeu de hascule; la nouvelle la plus liberticide, c'est une hausse de cinq francs. Je crois qu'elle a monté à dix, lorsqu'on lui a laissé croire, ce qui est fort significatif, que Fould, l'homme de Guizot, allait remplacer Garnier-Pagès aux finances. Fould! comment ne pas s'attendre à voir Thiers et Odilon-Barrot revenir droit au ministère, pour gratifier la France du noble gouvernement d'un moutard couronné?

Qui nous a fait cette situation, non pas désespérée, mais désespérante? Est-ce nous, qui n'avons cessé de démontrer au pays que la République seule était notre ancre de salut? nous qui, dès les premiers jours, avons arrêté le feu de file de nos oppositions, parce que nous avons cru entrevoir une garantie de ses bonnes intentions, dans certains actes du Gouvernement provisoire? Qu'avons-nous fait, nous journalistes, si ce n'est de le soutenir, sans même chercher à le troubler de nos conseils?

Eh bien, qu'a-t-il fait pour répondre à ces services?

Le voici: Ses agents, ex-employés de l'ancien ordre de choses, répandus sur toute la surface de la France, répètent la calomnie, avec une identité d'expression et un ensemble de mouvement, qui dénote qu'en cela ils obéissent à une impulsion centrale.

A Paris, une horde d'agents de l'ancienne police (et il paraît qu'ils n'ont pas été mis à la porte de la nouvelle) se rabat dans les réunions et dans les clubs, pour y salir la réputation des républicains les plus probes. A ce spectacle, on se demande si Louis-Philippe ne règne pas encore.

De tout cela, le Gouvernement provisoire ne saurait en avoir les mains nettes; car on lui a donné assez de puissance pour empêcher le mal et organiser le bien.

S'il ne fait pas le bien, c'est qu'il ne le veut pas; c'est que sa majorité est rétrograde, et qu'elle en revient au 24 février. Or, le 24 février, la République ne souriait qu'à

deux ou trois d'entre eux; ce n'est pas nous qui l'assurons; ce sont les indiscrétions de la presse; le *Journal du Havre*, reproduit par les journaux de Paris, révèle ce que nous n'aurions jamais voulu dire. Ces messieurs répondront sans doute catégoriquement à ces quasi-inculpations. Nous ne transcrivons pas ici le *Journal du Havre*; mais cet article ne peut être effacé que par des actes qui ne laissent plus planer de soupçons sur des arrière-pensées; l'historien qui rapporte l'orageuse discussion qui eut lieu entre eux le 24 février, nous fait voir clairement que, parmi les membres du Gouvernement provisoire, la majorité n'a accepté la République qu'à son corps défendant; nous sommes au 9 avril, et, en vérité, nous nous demandons si nous devons être bien rassurés sur son retour aux vrais principes; et s'il n'avance pas un peu parce que le peuple le pousse fort et beaucoup?

Mais le peuple, une fois qu'il a donné l'impulsion, confiant dans la bonne volonté des hommes, le peuple retourne à ses travaux du jour, à son bonheur domestique du soir; et il lui arrive de se trouver trompé et trahi en s'éveillant. Il faudra bien pourtant que le temps arrive où le peuple soit à l'abri de ces sortes de désappointements.

Nous allons mal et très-mal; quel qu'un, en France, aujourd'hui, prend donc les mêmes mesures que le juste-milieu en 1850. On divise les républicains; on amène les corrompus contre les incorruptibles. On organise la calomnie contre les bons; on couvre de l'égide du silence les mauvais; au lieu d'épurer les mœurs, qui s'étaient déjà tant purifiées au feu de la bataille, on essaye d'un peu d'encouragement à certaines privautés; dans ces jours de grandes et nobles pensées, l'obscénité s'étale dans les rues, en gravures, en livres, en peintures, exactement comme dans les premiers jours du juste-milieu. La jeunesse n'y pensait plus, elle devenue tout à coup si brave et si décente; on lui en donne la pensée. Qui permet cette amorce de corruption, si ce n'est celui qui a le pouvoir de l'arrêter au passage?

Et notre crise financière? n'est-ce pas inouï qu'elle dure si longtemps, dans les circonstances les plus heureuses du monde? La France est encombrée de produits; nous avons en abondance tout ce que réclament les besoins de la vie; nos greniers sont pleins... et la famine est dans les rues. Nos caisses regorgent d'or, et le commerce ne trouve pas un liard d'escompte.

L'armée se désorganise, alors que, dans son impatience républicaine, elle ne demande qu'à s'organiser, de manière à protéger au dehors les institutions du pays. Que faisons-nous dans cette direction? L'élection la retremperait; vous maintenez à sa tête des chefs qui lui avaient été imposés et que les soldats repoussent; que vous coûterait-il de destiner ces chefs à de nouveaux cadres, si vous comptez sur eux, après avoir donné une juste satisfaction aux nobles susceptibilités de l'armée? qu'attendez-vous donc? Il faut à peine deux jours pour réaliser cette mesure; et vous restez inactifs. Eh bien, vous manquez à la mission que la France vous a confiée. La contre-révolution seule, cette minorité toujours factieuse qui s'emparait jadis de toutes les fonctions, la contre-révolution seule peut applaudir à votre *laissez-faire* et *laissez-passer*. Et c'est en dépit de vos efforts que Dieu sauvera la France!

Croyez-nous, revenez à une autre politique; revenez au vrai; quittez cette diplomatie; elle n'est plus de notre époque, ère de franchise et de liberté.

La Gazette de France était-elle sincère en demandant le suffrage universel?

Personne n'a encore oublié avec quelle insistance la *Gazette de France* a, pendant dix ans, réclamé le droit imprescriptible du suffrage universel. Nous l'avons crue sincère, à force de l'entendre plaider cette cause, avec une

chaleur égale à son talent; et qui ne l'a cru comme nous? Que vient-elle nous dire aujourd'hui, en demandant une forme de gouvernement ayant la République à la base et l'hérédité au sommet?

Ceci frise l'escobarderie, et nous donne une triste idée de la franchise du rédacteur en chef.

Vous en appelez au suffrage universel pour en venir à l'hérédité! Or quelle hérédité? L'ancienne? Mais cela est contradictoire dans les termes. L'hérédité, comme vous l'entendez, était un de vos dogmes divins; le suffrage universel et libre, c'est l'élection; l'élection est justement l'opposé de l'hérédité. Est-ce une nouvelle hérédité et non l'ancienne que vous nous demandez? Vous voulez une lignée de présidents de la République, de manière que madame la présidente soit chargée du soin de pourvoir au remplacement de monsieur son mari, sur le fauteuil du président?

Où! non, ce n'est pas là votre pensée: dites-la franchement. C'est l'ancienne hérédité que vous réclamez; c'est Henri V que vous voulez qu'on élise président; à la bonne heure, expliquons-nous bien. Vous pensez qu'Henri V ferait un excellent président de la République par droit de naissance et par droit d'élection; c'est un jeu de mots comme un autre: donnez-lui votre voix; mais vos amis même donneront la leur à toute autre chose. Ce n'était pas la peine de sacrifier tant d'argent et d'écritures pour arriver à un aussi pauvre résultat. Vous n'auriez pas dû montrer sitôt, pour si peu, le bout de l'oreille.

En France on estime peu ces façons équivoques d'agir, à quelque opinion qu'on appartienne. Dans un pays d'élection, on ne se relève jamais de l'action d'avoir déguisé sa manière de voir.

ELECTIONS.

Nous invitons tous les présidents des clubs à nous faire à parvenir la liste des candidats qu'ils ont acceptés pour l'Assemblée nationale. L'Ami du Peuple se propose de publier, dans un de ses numéros, une liste de trente-quatre noms pris parmi les noms qui auront, comme candidats, obtenu le plus grand nombre de suffrages. Que les citoyens, cette fois, ne se laissent pas surprendre leurs votes.

La France est essentiellement républicaine et démocratique. Une vaste association s'organise contre les républicains. Est-ce en faveur du retour du passé? Cette organisation serait une conspiration. Est-ce dans le but de s'emparer du timon de la République? ce ne serait plus là qu'un acte de coterie; et dès ce moment nous nous croiserions les bras. A l'œuvre on reconnaît bien vite l'artisan; et ces braves gens en auraient bientôt assez du collier de misère.

La France ne peut plus être que République ou révolutionnaire. Choisissez, vous qui boudez.

Si nous étions tous animés du sentiment de la fraternité, toutes les difficultés s'aplaniraient, et la République marcherait sans secousse et sans entraves; rien ne serait plus facile que de bien gouverner. Donc, tant que nous verrons la division s'établir parmi nous, pour soulever une classe de citoyens contre une autre, souvenez-vous bien qu'il se passe par là quelque chose qui n'annonce rien moins que du dévouement à la République; quelque part il se trame une trahison.

Election de la circonscription de Sceaux pour la 3^e légion de la banlieue.

On se souvient que, porté malgré lui au grade de colonel par les patriotes de l'arrondissement, le citoyen Raspail avait déclaré ne vouloir recevoir son mandat que des républicains de la légion.

Le juste-milieu se mit à l'œuvre contre lui; les calomnies les plus infâmes furent répandues dans les campagnes contre ce citoyen.

Et cependant au scrutin le citoyen Raspail a obtenu 5,500 voix. Son concurrent, M. Desgranges, beau-père du maire de Sceaux, M. Garnon, a obtenu 5,500. Mais les menées ont été si patentes, qu'aucun journal n'a encore enregistré ce vote comme définitif. On accuse le commissaire du Gouvernement de n'être pas tout à fait étranger à ce résultat, contre lequel on proteste de toutes parts.

La commune de Gentilly vient de nommer le citoyen Raspail au grade de chef de bataillon; même après que celui-ci a déclaré qu'il ne consentirait jamais à recevoir des ordres de la part des hommes qui, en juin 1852, ont conduit, par force, leur légion contre les immortelles victimes du cloître Saint-Méry. Comme chef de bataillon, leur

a-t-il dit, je ne relèverai que de Gentilly même, jusqu'à ce que la légion ait à sa tête un franc républicain.

ÉGALITÉ.

Le principe immuable de l'égalité des droits et des devoirs ne se réalisera jamais dans la garde nationale, tant qu'on n'aura pas adopté que les insignes des grades de colonel et de lieutenant-colonel seront la propriété de la légion, que les insignes des chefs de bataillon seront celle du bataillon; et les insignes des autres grades d'officiers et sous-officiers celle de la compagnie. Tant que les officiers seront forcés de s'habiller à leurs frais, le simple ouvrier, si digne de commander qu'il soit, ne se présentera à aucun grade; sa bourse se refuse à la dépense, et sa noble fierté se refusera à accepter l'aumône du signe de son autorité.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

LONDRES. — Les ministres vont proposer à la sanction des communes un bill pour aviser à la sécurité de la couronne. Les chartistes doivent se rendre à la chambre des communes, en formant un cortège immense, pour présenter une pétition tellement monstre, qu'il faut une voiture pour la porter.

— La Gazette des Postes, de Francfort, parle d'un engagement entre les hussards en garnison à Sarbruck et ce qu'elle appelle les prolétaires français.

BRESCIA, près de Milan. — L'avocat Scogna, à la tête de 400 hommes, a fait prisonniers le chef d'état-major autrichien, 2 colonels, 2 lieutenants-colonels, 50 officiers, 800 soldats, 60 dragons, 5 pièces de campagne, des voitures et des caissons. La démoralisation règne parmi les troupes autrichiennes de Vérone; elles ne reçoivent ni ordres, ni argent.

— L'ex-vice-roi a été fait prisonnier près de Créma. Les volontaires, aidés de 2,000 Piémontais, ont fait 5,000 Autrichiens prisonniers.

CHAMBERY s'est constitué en république, au nom de la Savoie qui demande à se réunir à la France. Tout marche vers les idées de la France; et la France fait une halte; pourquoi?

— Des rassemblements hostiles au parti républicain s'étant formés, les volontaires les ont sommés de se disperser avec menace de faire feu en cas de désobéissance. Les groupes se sont dissipés; mais les volontaires, oublieux de toute prudence et de toute modération, ont envahi le Château-Royal et la plupart des édifices publics et les ont dévastés.

Aussitôt le tocsin a retenti. Les gens des campagnes sont arrivés en masse sur Chambéry, et après un combat acharné, qui s'est prolongé toute une matinée, les volontaires et leurs adhérents ont eu le dessous. Le plus grand nombre d'entre eux sont restés prisonniers.

On compte vingt ou trente morts et beaucoup de blessés. Les vainqueurs ont proclamé de nouveau Charles-Albert.

Chambéry et la Savoie sont dans la plus complète désorganisation.

DUBLIN. — O'Connell a déclaré le 4 avril, dans une séance du conseil municipal, qu'il savait positivement que, dans le district de Galway, le dénuement était tel que les habitants étaient obligés de manger leurs propres enfants.

Voyez où conduisent les organisations aristocratiques! Grande est la misère de ce peuple; mais la vengeance de Dieu sera bien plus grande sur les coupables d'une telle monstruosité; oh! qu'ils sont insensés ceux qui ne font rien en faveur de la malheureuse Irlande!

POLOGNE. — La forteresse de Posen vient d'être déclarée en état de siège. On sait que c'est dans la forteresse que se sont retirés tous les Allemands, la ville basse a été abandonnée aux Polonais. Le général Colomb, commandant de la forteresse, annonce qu'il ne bombardera la ville qu'en cas de légitime défense, et s'il est lui-même attaqué.

Des lettres de Saint-Petersbourg annoncent que l'empereur de Russie aurait consenti au rétablissement du royaume de Pologne, au profit du prince de Leuchtenberg.

Le caractère de notre correspondant et les garanties qu'il présente seraient de nature à donner une certaine créance à cette nouvelle, que nous n'enregistrons cependant qu'avec une extrême réserve après la dernière proclamation du czar.

Un patriote anglais que nous avons connu en 1850, dans le cercle du vieux Buonarrotti, cet immortel complice de Ba beuf, nous écrit ces lignes: « Je suis prêt à vous con-

firmer tout ce que vous dites dans votre feuille. Je tiens, comme certain, qu'à Londres, le vieux roué conspire; que son or se répand pour semer la discorde en France; il faut engager le Gouvernement provisoire à le surveiller. »

Mais le Gouvernement provisoire faisant la sourde oreille, patriotes anglais! enveloppez-le du réseau de votre patriotisme; et au premier mouvement, emparez-vous de tous ses papiers; et envoyez-nous la fortune qu'il nous a volée. Ce misérable est incorrigible; nous le corrigerons lui et ses desservants. Ils s'organisent dans l'ombre; nous allons nous organiser au grand jour, contre le fils de ce monstre qui avait profané le nom d'Égalité!!!

NOUVELLES DES DÉPARTEMENTS.

TOULOUSE. — Affaire Létade. — Dans l'audience du 4 avril, sur la déclaration affirmative du jury, mais avec circonstances atténuantes, Létade a été condamné aux travaux forcés à perpétuité, avec exposition; la cour a renvoyé à huitaine pour statuer sur la requête de la partie civile.

Rétablissement d'une garde urbaine.

Dans l'un de nos derniers numéros, nous avons combattu le projet de rétablir le corps des sergents de ville sous le nom de corps des gardiens de Paris.

Nous nous permettrons de nous élever encore bien plus haut contre l'établissement d'une garde urbaine, civique ou républicaine, qui ne serait en définitive que le rétablissement de la garde municipale.

Un pareil projet indiquerait, aux yeux de quelques esprits justement soupçonneux, une tendance analogue à celle que manifesta, dès 1850, le gouvernement déchu; or, ce serait une tendance réactionnaire; concevez-le bien.

On se souvient que la garde royale, brûlant du coupable désir de prendre sa revanche, passa presque tout entière dans le cadre de la garde municipale d'alors; et l'on n'a pas perdu de vue avec quelle rage elle a usé de représailles, sous ce déguisement, dans les émeutes que la police organisait pour asseoir le trône de Louis-Philippe sur la terreur des bourgeois.

La garde municipale, si terriblement vaincue en février, couve encore dans le cœur son désir de vengeance; on ne pardonne pas si vite un aussi éclatant échec; on sait ce qu'elle coûte, en secours, à la caisse du Gouvernement provisoire. Entrerait-elle de nouveau dans le cadre de la garde urbaine et républicaine? S'il en était ainsi, nous aurions de justes motifs pour craindre de voir se renouveler les affaires de la Bastille et de la place de la Bourse; car l'occasion ne manquerait pas, à cette garde de nouveau déguisée, de se mettre aux prises avec le peuple sans méfiance contre cette nouveauté d'habits.

Les sergents de ville et les gardes municipaux sont à votre charge? Composez-en un régiment à part que vous enverrez à la frontière ou à Alger; rien de mieux, s'ils prêtent serment de fidélité à la République. Mais toute autre idée serait sans excuse; toute autre mesure semblerait cacher une arrière-pensée qu'il importe de ne pas avoir.

A-t-on intention de ne laisser entrer dans la garde républicaine que des républicains? Le projet n'aurait rien de réactionnaire, mais il impliquerait quelque chose de dictatorial; il dénoterait que le pouvoir exécutif met en suspicion la sympathie populaire, qu'il ne croit plus pouvoir puiser sa force dans le concours du peuple, qu'il entend établir un cordon sanitaire entre le peuple et le gouvernement, et se créer une garde pour sa personne.

Quand la police se fait si bien, par le concours fraternel des citoyens de la capitale, c'est ce concours qu'il faut organiser; et Dieu nous garde de songer à le remplacer par toute autre chose.

La République ne saurait s'accommoder, sans s'abandonner elle-même, de ce retour gradué à toutes les institutions dont s'étayait la monarchie; et les esprits clairvoyants s'alarment de ces symptômes précurseurs.

La police de la plus grande cité peut se faire à ciel ouvert par les citoyens eux-mêmes. Heureux le pays où la police se passera de mouchards! Malheur à tout pays dont la sécurité réclamera de pareils auxiliaires!

Que faut-il pour garantir la sûreté des citoyens?

Prévenir les délits, protéger la vie des citoyens contre toute agression et toute spoliation possible; s'emparer des coupables, non pour les punir, mais pour les améliorer.

Les citoyens, nous l'avons déjà dit, sont plus aptes que les mouchards à gratifier la cité de ce bienfait d'une police sage et protectrice.

PARIS. — Typographie SCHNEIDER, rue d'Erfurth, 4.